

REPUBLIQUE FRANÇAISE

---



**GRANDLYON**  
la métropole

**Police du stationnement**

**Police de la circulation**

**Extrait du registre des arrêtés du Maire**

**Extrait du registre des arrêtés du Président**

Commune de Décines-Charpieu

Arrêté temporaire n° 22-2101

Objet : Livraison à hauteur du n° 146 rue Elisée Reclus 69150 Décines-Charpieu

**Le Maire de Décines-Charpieu  
Le Président de la Métropole de Lyon**

**VU** le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment :

- L'article L.3642-2,
- Les articles L.2213-2-2°, L.2213-2-3°, L.2213-3, L.2213-3-1 et L.2213-6 relatifs au pouvoir de police du stationnement du maire
- Les articles L.2213-1, L.2213-2-1°, L.2213-3-2°, L.2213-4 alinéa 1<sup>er</sup>, L.2213-5, L.2213-6-1 relatifs au pouvoir de police de la circulation du président de la Métropole ;

**VU** le Code de la Route ;

**VU** le Code de la Voirie Routière ;

**VU** le Code Pénal et notamment l'article R.610-5 ;

**VU** l'instruction interministérielle sur la signalisation routière ;

**VU** la loi n° 96-1236 du 30 décembre 1996 sur l'air et l'utilisation rationnelle de l'énergie ;

**VU** le Plan des Déplacements Urbains de l'agglomération lyonnaise approuvée en 1997 et révisé en 2005 ;

**VU** le Règlement Général de la Circulation du 10 mai 2022 par l'arrêté municipal n° 22-1708 ;

**VU** l'arrêté N° 2021-04-02-R-0261 du 2 avril 2021 portant délégation de signature, pour les mesures de police de la circulation à Fabien BAGNON, vice-président délégué à la voirie et aux mobilités actives ;

**VU** l'avis de la Métropole de Lyon ;

**VU** la demande formulée par la société GREENKUB, 300 avenue de la Royale 34160 Castries ;

.....

Considérant que l'entreprise doit livrer du matériel au n° 146 rue Elisée Reclus à Décines-Charpieu ;

Il y a lieu de réglementer la circulation et le stationnement et de modifier le Règlement Général de la Circulation comme suit :

## ARRETENT

### ARTICLE 1

Pendant la durée de la livraison, la circulation pourra être réduite à hauteur du n° 146 rue Elisée Reclus.

La piste cyclable sera neutralisée.

La vitesse sera limitée à 30 km/h dans la partie concernée.

Si le trottoir est occupé, un cheminement piéton devra être balisé et sécurisé.

Le stationnement sera interdit à hauteur de la livraison.

La signalisation devra être posée 48 heures à l'avance pour interdire le stationnement. *Un constat de panneaux pourra être demandé au service de Police Municipale à l'adresse mail : [secretariat-pm@mairie-decines.fr](mailto:secretariat-pm@mairie-decines.fr)*

Tout véhicule en stationnement gênant pourra être mis en fourrière conformément à l'article R 417-10 du Code de la Route.

### ARTICLE 2

L'entreprise chargée de la réalisation de la livraison, mettra en place la signalisation temporaire réglementaire, **de jour et de nuit**, conforme à l'instruction interministérielle (livre 1, 8<sup>ème</sup> partie) approuvée par arrêté interministériel le 6 novembre 1992 et aux manuels du chef de chantier.

### ARTICLE 3

Les dispositions du présent arrêté s'appliquent **le lundi 01 août 2022**.

### ARTICLE 4

Lors de l'achèvement de la livraison et avant le rétablissement normal de la circulation, la chaussée devra être propre et satisfaire aux normes de sécurité en vigueur.

### ARTICLE 5

Le présent arrêté devra être affiché par l'entreprise aux abords immédiats du chantier.

## Article dernier

Mesdames, messieurs : le(a) Directeur(trice) Général(e) des Services de la commune de Décines-Charpieu, la Directrice Générale des Services de la Métropole de Lyon, le(a) Directeur(trice) Départemental(e) de la Sécurité Publique, tous agents de la force publique et de la police municipale, le(a) Directeur(trice) des Services Départemental et Métropolitain d'Incendie et de Secours du Rhône sont chargés chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté temporaire ;

Outre les recours gracieux qui s'exercent dans le même délai, le présent arrêté temporaire du Maire peut faire l'objet d'un recours contentieux sur les mesures de police de stationnement arrêtées devant le tribunal administratif de Lyon (Palais de justice Part-Dieu - 184 rue Duguesclin - 69433 LYON CEDEX 03), ou effectué par voie dématérialisée sur le site [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr), dans un délai de deux mois à compter de sa date de notification ou de publication.

Outre les recours gracieux qui s'exercent dans le même délai, le présent arrêté temporaire du Président de la Métropole peut faire l'objet d'un recours contentieux sur les mesures de police de circulation arrêtées devant le tribunal administratif de Lyon (Palais de justice Part-Dieu - 184 rue Duguesclin - 69433 LYON CEDEX 03), ou effectué par voie dématérialisée sur le site [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr), dans un délai de deux mois à compter de sa date de notification ou de publication.

Toute autre information peut être sollicitée auprès du service de la commune.

A Décines-Charpieu, le 05/07/2022

A Lyon, le 05/07/2022  
Pour le Président de la Métropole,



Madame le Maire,  
[Signature]



Fabien Bagnon  
Vice-Président délégué à la voirie et aux  
mobilités actives

